

LA LETTRE D'INFORMATION

MAI 2024

LE PÔLE RECRUTE

Au sein du département Coopération Bilatérale et Mobilisation de l'Expertise (CBME), le Pôle Relations Experts (REX) assure le recrutement, le déploiement et le suivi d'Experts Techniques Internationaux (ETI) à la demande du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de l'Agence Française de Développement (AFD), de plusieurs Régions de France et Instituts de recherche nationaux.

Nous proposons des postes d'expertise résidentielle de longue durée, entre 12 et 48 mois mise à disposition de partenaires institutionnels ou au service de projets de coopération.

P.7

PARTAGEONS NOTRE EXPERTISE !

Murat Yildizoglu, ETI Conseiller auprès du Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports au Cambodge nous propose de revenir sur

“ Les défis éducatifs actuels au Cambodge ”



© Greg Mo - Agence française de développement (AFD)

P.2



La France s'engage auprès de l'Ukraine dans la perspective de son intégration à l'Union européenne.

P.7

LES EXPERTS À L'HONNEUR

Chaque mission est une expérience professionnelle et humaine extraordinaire.

Tous les jours, sur le terrain, le travail de nos experts en témoigne, donnons-leur la parole !

Cette lettre de mai est l'occasion de faire un focus sur la mission de Jérémie BEJA, ETI auprès de la Commission nationale des droits de l'Homme à Taïwan.



© National Human Rights Commission, Taiwan

P.3

Rejoignons massivement les plateformes sectorielles (PFS) de l'AFD et faisons valoir l'expertise du réseau ETI au sein du Groupe !

Échanger, croiser nos expertises et capitaliser sur nos expériences pour continuer à apprendre ensemble et innover.

Faites valoir votre appartenance au réseau ETI et précisez vos fonctions au sein des plateformes. Pour les rejoindre, c'est facile, il vous suffit d'envoyer un courriel à AFDpfs@afd.fr en indiquant la ou les plateformes que vous souhaiteriez rejoindre.

À VOS AGENDAS !

Fort du succès des deux premières éditions, qui ont rassemblé plus de 300 participants, experts et partenaires du réseau de coopération et d'influence française, la prochaine édition des **Journées de l'Expertise technique internationale** aura lieu les **29 et 30 août 2024** à Paris !

PARTAGEONS NOTRE EXPERTISE !

Murat Yildizoglu, ETI Conseiller auprès du Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports au Cambodge, nous propose de revenir sur " Les défis éducatifs actuels au Cambodge "

Du fait du génocide des Khmers rouges (1975-1979) et vingt ans de guerre civile (1970-1990), dont l'occupation vietnamienne (1979-1989), le système éducatif cambodgien a subi des pertes importantes et possède encore des fragilités substantielles malgré un soutien international important de longue date et un effort national en faveur de l'amélioration de la qualité de l'éducation.

Même si le droit à l'éducation est protégé par la constitution, l'éducation est toujours vue comme un bien privé, ce qui rend difficile la mobilisation de l'investissement public nécessaire pour aligner le système éducatif avec les stratégies et besoins de développement du pays et de sa très jeune population (46 % de la population ayant moins de 25 ans).

Le système éducatif souffre encore de son manque de structuration à tous les niveaux, d'une valorisation insuffisante des métiers de l'enseignement et de la recherche et d'une dispersion très forte entre le public et le privé. L'Équipe France soutient de manière très significative les efforts du pays en matière d'éducation et de recherche et l'Union Européenne est la première force d'aide à l'éducation, notamment via un soutien direct, depuis 2003, au budget du MEJS pour mener les réformes prévues dans le Plan stratégique sur l'éducation.

Contexte historique, économique et institutionnel

Le Cambodge a été confronté au défi d'une **reconstruction totale de son système éducatif** après vingt ans de guerre civile.

L'apport de la France a été essentiel dans ce processus, notamment dans certains domaines comme la médecine - plus de 1000 d'étudiants cambodgiens ont effectué leur internat en France, pour en moyenne près d'une centaine de demandes actuellement - et l'ingénierie : L'Institut Technologique du Cambodge est l'un des fleurons du système universitaire cambodgien.

L'assistance de la France a aussi permis la mise en place des formations au sein des universités.



© Greg Mo - Agence française de développement (AFD)

Ce processus de reconstruction, en œuvre depuis les accords de Paris en 1991, souffre depuis le début d'une vision de l'éducation comme constituant un bien privé, et donc d'un investissement public qui est l'un des plus faibles dans la région.

Ce phénomène se traduit notamment par des salaires relativement faibles dans le secteur éducatif et par une attractivité faible du métier d'enseignant malgré les augmentations consenties ces dernières années. Une autre conséquence de ces salaires faibles est une économie de la fonction publique fortement basée sur une **logique d'extraction de rentes privées** qui réduit l'efficacité de la fonction publique tout autant que la confiance des familles à son égard. Cette logique se traduit, par exemple par des cours privés payants de l'après-midi, quasi obligatoires et donnés par les enseignants du public. Le pays a bénéficié d'une aide internationale considérable depuis les années 1990. L'aide internationale totale reçue de 2013 à 2023 était d'un milliard de Dollars US, dont 115,5 MUSD de la part de l'UE, 99,5 MUSD de l'ADB, 75,5 MUSD du Japon, 52,6 MUSD de l'UNICEF et un peu plus de 49 MUSD pour USAID et la Banque mondiale.

Malheureusement on voit assez peu d'effets de cette aide principalement destinée à renforcer l'enseignement primaire et secondaire sur le terrain : écoles vétustes, peu équipées, avec des conditions sanitaires dont les insuffisances ont été criantes pendant l'épidémie de Covid : 58 % des écoles primaires n'ont pas accès à l'eau potable.

Le Cambodge occupe toujours le 146e rang mondial, sur 191, dans le classement des pays en termes d'Indice de Développement Humain et moins de 10 % des élèves de 15 ans démontrent des compétences minimales en lecture et en mathématique dans les tests de Pisa-D (2019). On observe néanmoins un infléchissement positif dans la période récente, le pays désirant accéder à des niveaux de revenu intermédiaires supérieurs. Le budget qui vient d'être voté par le Conseil des ministres prévoit d'affecter 10 % des dépenses publiques au Ministère de l'Éducation, de la jeunesse et des sports (**MEJS**). Cela correspondrait à un budget de 990 MUSD, résultant d'une augmentation de 9 % par rapport à celui de l'année précédente.

Défis globaux de l'éducation au Cambodge

Dans ce contexte, certains défis concernent le niveau global et institutionnel du système éducatif :

- Une **population d'enseignants vieillissante** et dotée de compétences en deçà des ambitions de développement du pays. Par conséquent, la nécessité de former rapidement et massivement de nouveaux enseignants avec des compétences mieux adaptées se fait sentir.
- Des lois sur l'enseignement supérieur en **décalage avec les standards internationaux** (des postes de recteur à vie, une évaluation optionnelle des universités, une absence de structuration académique précise, notamment pour la recherche), une mise en place tardive et incomplète (sans rôles académiques clairement définis) des statuts de professorat dans le supérieur.
- Un système de recrutement des enseignants qui rend difficile une affectation efficace des ressources dans le primaire et le secondaire et un **recrutement relativement archaïque** dans le supérieur, par le biais d'examens nationaux par grands domaines ou ministères.
- Lois et circulaires se **focalisant plus sur les aspects formels** de l'éducation que sur le renforcement de son rôle fondamental.
- Un **fonctionnement en silo** au sein du MEJS et au-delà qui rend difficile la coordination de l'action politique.

Ce sont des contraintes fortes qui pèsent sur les stratégies du MEJS et sur les acteurs de terrain.

Amélioration de la qualité de l'enseignement dans le premier et second degré



© Greg Mo - Agence française de développement (AFD)

Face à ces défis, la Stratégie pentagonale du gouvernement donne la priorité à la réforme de l'éducation et vise la mise en œuvre des réformes éducatives en se concentrant sur huit priorités, à savoir :

1. Programmes de réforme scolaire
2. Développement des enseignants
3. Éducation numérique
4. Enseignement scientifique et technologique
5. Amélioration de la santé scolaire
6. Développement de la jeunesse
7. Augmenter le nombre de centres d'excellence dans l'enseignement supérieur
8. Renforcement du système et développement des capacités.

Mais devant l'échelle d'intervention nécessaire du fait d'une population très jeune, le MEJS développe aussi des **stratégies de contournement** des obstacles discutés ci-dessus :

- Création d'écoles d'excellence appelées « **Écoles Nouvelle Génération** » avec une participation (financière et active) plus forte des parents, de manière à assurer une présence toute la journée des enseignants à l'école et à les libérer, grâce à un supplément de salaire assuré par la contribution des familles, de la nécessité de donner des cours privés dans l'après-midi. Ce programme concerne actuellement 16 écoles. Le MEJS vise à mettre en place 500 écoles de ce type sur tout le territoire.
- Mise en place d'une **gestion communautaire** des écoles où la communauté économique et sociale locale intervient de manière active pour compenser le manque d'investissement public et de système d'inspection des écoles en prenant en charge, par exemple, l'équipement de salles informatiques et en s'impliquant plus dans la vie de l'école en vue d'améliorer l'éthique dans l'éducation.
- Devant certaines faiblesses des universités, focaliser la **formation des enseignants et des cadres éducatifs sur des instituts dédiés** : l'Institut National de l'Éducation pour les enseignants de lycées et de collège et les instituts pédagogiques de Phnom Penh et de Battambang pour la formation des enseignants du primaire et du collège.

Ces efforts ont favorisé une croissance des taux de scolarisation en primaire (90 % de la population concernée étant scolarisée) et au collège où ce taux atteint 47 %. Mais on ne constate pas vraiment un impact positif de cette scolarisation plus large sur le niveau des élèves car on observe en parallèle une baisse dans la compétence en lecture et en mathématiques des élèves dans les tests nationaux.

La croissance s'observe aussi au niveau lycée mais le taux de scolarisation reste l'un des plus faibles (30 %) parmi les pays équivalents, notamment du fait des pressions économiques. En 2019, seulement 6 % des 15-24 ans avaient complété un cursus complet jusqu'au Baccalauréat. En ce qui concerne les études supérieures, on observe une baisse du taux de scolarisation ces dernières années.

Structuration de l'enseignement supérieur et de la recherche

Le système d'enseignement supérieur et la recherche (ESR) au Cambodge souffre de **fragilités importantes** :

- Un financement public direct faible (le plus faible dans la région) conduit à une **privatisation de fait des universités publiques** via des programmes de masters payants (malgré l'absence de bourses pour les étudiants au niveau master), en plus **d'une présence très forte d'établissements privés** (80 établissements sur les 120), de niveaux pas toujours satisfaisants. Les bourses dont bénéficient les étudiants méritants pour étudier au niveau licence ne couvrent que les frais d'inscription et 58 % de ces boursiers ne peuvent accéder à l'université.
- Une conséquence du point précédent est la difficulté de **développer la recherche académique** qui n'a pas de valeur directe dans cette « économie » de l'ESR. Deux prêts successifs (de six ans chacun et de 90 MUSD) avec la Banque mondiale visent à soutenir la recherche. Un troisième prêt (de 60 MUSD et sur cinq ans) est en préparation. Ces prêts sont principalement dédiés aux domaines de STEM et au financement de la construction de nouveaux bâtiments, de l'achat d'équipements pour les laboratoires et des projets de recherche via des appels à projets annuels. Il est cependant à craindre que sans une restructuration des universités, leurs effets ne soient pas pérennes.
- Une **structuration insuffisante des universités** pour pouvoir développer et mener leur stratégie de manière efficace. Une exception étant l'Institut de Technologie de Cambodge (ITC) qui, grâce au soutien d'un consortium d'universités et d'écoles d'ingénieur principalement françaises et belges, a mis en place un processus de structuration et d'amélioration continue remarquable. La coopération avec la France joue un rôle essentiel dans ce développement qui permet, notamment, à un ou deux étudiants de l'ITC d'intégrer chaque année l'École polytechnique.
- Des **processus de recrutement des enseignants fonctionnaires** quelque peu archaïques, conduisant à un déficit de compétences au moment du recrutement et à une absence de formation continue des enseignants-chercheurs, par manque de masse critique dans chaque université. Seulement 8% des enseignants du supérieurs ont un doctorat.
- Un **niveau de compétence des formations universitaires souvent insuffisant** par rapport aux besoins de développement du Cambodge.
- Une **difficulté de coordination** dans le pilotage des établissements de l'ESR, ces derniers dépendant de dix-sept ministères différents.



© AFD - Marta Kasztelan / Ruom

Le 5 février 2019 - Phnom Penh, Cambodge. Institut de technologie du Cambodge.

Thoung Lieang et Hout Syradeth en cours sur la qualité de l'eau à l'ITC. Le Cambodge est confronté à un double défi: le gouvernement est déterminé à faire en sorte que toute la population ait accès à de l'eau potable en milieu urbain d'ici 2025.

Pendant, le pays est confronté à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Pour répondre à cette demande sur le marché du travail, l'Institut de technologie du Cambodge a ouvert une maîtrise en octobre 2018 afin de former les futurs ingénieurs dans ce domaine.

Soutien apporté par l'Équipe France

Face à ces défis, **l'Équipe France apporte son soutien à ce système** de manière ciblée. Sans chercher l'exhaustivité, nous pouvons notamment signaler les points suivants :

- **L'Institut Pasteur de Cambodge** est le premier organisme de recherche en termes de publications scientifiques.
- Une **ETI ANRS** dynamise efficacement le développement de projets de recherche à l'Université des Sciences de la Santé.
- **L'IRD** et le **CIRADE** contribuent au développement des recherches universitaires dans leurs domaines d'intervention, notamment grâce à de nombreux projets impliquant les chercheurs cambodgiens.
- Plusieurs **masters en collaboration** avec les universités françaises apportent une formation de qualité, notamment avec le soutien de l'Ambassade de France, et un consortium international soutient le développement de l'ITC.
- **L'AFD** soutient la formation technique et professionnelle.
- Le **Partenariat Hubert Curien « Tonlé Sap »** soutient le développement des collaborations en recherche avec la France.
- **L'Ambassade de France et l'Institut Français du Cambodge** soutiennent le développement de l'enseignement du français (notamment pour des étudiants en médecine et des officiers de l'armée) et de la formation des enseignants de français via un Plan Global pour le Français signé avec le MEJS et un FSPI sur le français.
- Les **Bourses du Gouvernement Français** permettent à de nombreux jeunes Cambodgiens de poursuivre leurs études en France aux niveaux master et doctorat. Les bourses en cofinancement avec le MEJS et Cambodia Academy of Digital Technology complètent les bourses génériques, pour une cinquantaine de bourses au total. Le nombre de bourses proposées reste inférieur à celui d'autres pays (par exemple en 2022 : 154 bourses par la Chine, 121 par le Vietnam, et 61 par le Japon pour un total de 513 bourses étrangères gérées par le MEJS).
- **L'ETI conseiller du ministre de l'éducation** apporte sa connaissance des systèmes universitaires français et internationaux pour aider l'alignement de l'ESR cambodgien avec les standards internationaux en cherchant, sur chacune des dimensions, d'orienter les réformes vers les aspects fondamentaux et fonctionnels. Nos recommandations ont aussi porté sur les domaines de la structuration de la formation des enseignants, l'évaluation des universités par l'ACC, la structuration et le soutien de la recherche académique, notamment à la suite d'un audit des principales universités ; l'écosystème de l'enseignement du/en français au Cambodge.

En guise de conclusion

Le MEJS cambodgien développe des stratégies pertinentes face aux défis structurels et financiers mais l'échelle du système éducatif résultant d'une population très jeune nécessite le déploiement d'efforts beaucoup plus importants par les pouvoirs publics. L'éducation monte ces dernières années dans les priorités nationales mais les pouvoirs publics ne semblent pas encore prêts à pleinement s'engager dans une voie compatible avec les objectifs de développement annoncés. Les insuffisances du système éducatif ont des conséquences importantes en termes de ressources humaines : 89% des emplois correspondent actuellement à des qualifications très faibles et 50% des entreprises signalent des difficultés majeures pour recruter sur des postes à qualifications moyennes, comme des postes de techniciens.

Des moyens importants sont encore nécessaires pour généraliser l'application des réformes envisagées pour les niveaux primaires et secondaires et la restructuration du supérieur n'est pas encore incluse dans les priorités urgentes malgré les deux prêts successifs avec la Banque mondiale. Les capacités humaines au MEJS nécessitent aussi un investissement fort avec des recrutements à la hauteur des enjeux dans l'enseignement supérieur et la recherche. Sans ces capacités nouvelles, le nouveau ministère de Science, Technologie, Innovation (le MISTI) risque de prendre la main sur la recherche académique et créer des défis supplémentaires de coordination au sein du ESR.



Murat Yildizoglu

ETI Conseiller auprès du Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports au Cambodge

LES EXPERTS À L'HONNEUR

Focus sur la mission de Jérémie BEJA

Expert technique international en gouvernance et droit de l'Homme auprès de la Commission nationale des droits de l'Homme à Taïwan

« J'agis en tant que conseiller spécial auprès de la Commission nationale taïwanaise des droits de l'Homme en vue d'appuyer sa structuration et de favoriser son intégration dans les réseaux internationaux de protection des droits humains. La particularité de cette mission réside dans le fait qu'en raison de son statut spécifique sur la scène internationale, Taïwan est exclu des mécanismes onusiens de protection des droits humains.



Salon sur les droits des personnes LGBTQI organisé avec le Bureau Français de Taipei à l'occasion de la visite de l'adjoint à la maire de Paris chargé des droits humains, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL

© National Human Rights Commission, Taïwan

Au cours de cette première année de mission, j'ai accompagné une délégation dirigée par la Présidente de la Commission à Paris, ce qui a permis de poser les fondements de la relation avec les institutions françaises de protection des droits de l'Homme et partager les succès de l'expérience démocratique taïwanaise avec des institutionnels français.



Visite de la délégation taïwanaise dans les locaux de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) à Paris

© National Human Rights Commission, Taïwan



Echange entre la Présidente de la Commission, Mme CHEN Chu et l'équipe du Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté (CGLPL) lors d'une formation organisée à Taipei

© National Human Rights Commission, Taïwan

Dans les mois qui ont suivi, les échanges organisés entre la Commission et ses homologues français lui ont permis de mieux appréhender le positionnement d'une institution indépendante de protection des droits humains dans le paysage administratif d'un État et de se familiariser avec différentes thématiques des droits humains, des plus classiques (protection contre la torture, droits des étrangers) aux plus récentes (droit à un environnement sain, droits numériques). »

LE PÔLE RECRUTE

Appel à candidatures : postes d'expertise à pourvoir en Ukraine

La France s'engage auprès de l'**Ukraine** dans la perspective de son **intégration à l'Union européenne**.

Le **ministère de l'Europe et des Affaires étrangères** a confié à Expertise France la responsabilité de recruter **une équipe d'experts techniques internationaux** et de la déployer auprès de nos partenaires ukrainiens pour les aider dans les secteurs stratégiques dans le but d'accélérer le processus d'intégration.



© Commission européenne (european-union.europa.eu)

Pour plus d'informations, consultez le [Portail de mobilisation de l'expertise à l'international](#).

	Date limite
• Conseiller ou Conseillère à l'intégration européenne dans le domaine de la politique sociale	30 mai
• Conseiller ou Conseillère intégration européenne et coordination de l'expertise française	2 juin
• Conseiller ou Conseillère intégration européenne	2 juin

Unité Continuum éducatif, Culture et Communication

Education, enseignement supérieur et recherche

	Date limite
• Chercheur enseignant ou Chercheuse enseignante auprès de l'Institut Saud Al Faisal for Diplomatic studies en Arabie Saoudite	31 mai

Unité Influence économique

	Date limite
• Conseiller ou Conseillère spécialiste du financement des forêts au sein de la Banque mondiale aux Etats-Unis	31 mai
• Expert ou Experte technique international/e "Marché carbone" auprès du Ministère de l'économie et de la planification en Angola	2 juin

Unité Gouvernance

	Date limite
• Expert ou Experte - Communication Interne auprès de l'Union africaine en Éthiopie	2 juin
• Expert ou Experte technique international/e - Renforcement des organisations de la société civile (OSC) en Slovaquie	6 juin
• Expert ou Experte technique international/e sur le recouvrement des actifs volés en Moldavie	6 juin
• Expert ou Experte "Réformes de l'État" auprès de la Primature auprès du vice premier ministre en Arménie	16 juin
• Expert ou Experte technique international/e spécialiste de la prévention de l'extrémisme violent (PEV) auprès de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) en Irak	23 juin

Unité Santé et Développement durable

Santé

Date limite

- Responsable adjoint/e de l'Unité d'Épidémiologie et de Recherche Clinique de l'Institut Pasteur de **Madagascar** **31 mai**
- Expert ou Experte en immunologie et maladie émergentes auprès de l'Institut Pasteur de Corée en **Corée du Sud** **31 mai**
- Conseiller ou Conseillère auprès du Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MASSAH) en **République du Congo** **5 juin**
- Conseillère/Conseiller pour la digitalisation de l'assurance maladie au **Kenya** **7 juin**
- Responsable « Stratégie et partenariats, Initiative sur le financement durable » de la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire en **Italie** **7 juin**
- Consultant ou Consultante en soutien au programme national de lutte contre le cancer aux **Philippines** **9 juin**
- Conseiller ou Conseillère, Changement climatique et déterminants environnementaux de la santé à **La Barbade** **9 juin**

Climat, environnement et développement durable

Date limite

- Conseiller ou Conseillère spécialiste du financement des forêts au sein de la Banque mondiale aux **États-Unis** **31 mai**
- Assistant ou Assistante Technique projet Hydraulique Réseaux Eau et Assainissement – Assistance technique État pour le Syndicat Mixte de Gestion de l'Eau et de l'Assainissement de **Guadeloupe** **31 mai**
- Conseiller ou Conseillère technique climat auprès du Conseil national sur le changement climatique (NCCC) du **Nigéria** **31 mai**
- Conseiller ou Conseillère agro-économique auprès de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) au **Nigéria** **31 mai**
- Consultant ou Consultante technique international/e spécialisé/e chargé/e de structurer et coordonner la stratégie économie bleue de l'**Angola** **6 juin**
- Conseiller ou Conseillère technique sénior/e – Biodiversity Finance (BIOFIN) auprès du PNUD en **Turquie** **9 juin**
- Conseiller ou Conseillère auprès de la Primature pour la coordination stratégique du « Partenariat pour les forêts, la nature et le climat » en **République du Congo** **14 juin**

L'ORGANIGRAMME DU PÔLE RELATIONS EXPERTS

Axelle Gruson
Stagiaire - Journées ETI

Salvatore Pappalardo
Directeur Technique

Virginia Mangematin
Responsable adjointe du Pôle

**Unité
Gouvernance**
Gwenola Braud
Coordinatrice

**Unité
Influence économique**
Faten Boukhchana
Coordinatrice

**Unité
Continuum éducatif, Culture
et Communication**
Aurélie Colladon
Coordinatrice

**Unité
Santé et développement
durable**
Inès Schmitt
Coordinatrice

Eléa Larribe
Chargée de projets

Lucien Colas
Chargé de projets

Alphonse Isle de Beauchaine
Chargé de projets

Jihane Alami
Chargée de projets

Sandra Lavanant
Chargée de projets

Léa Lagesse
Chargée de projets

Yurika Kobayashi
Chargée de projets

Solenne Communier
Chargée de projets

Siri Wärbo
Chargée de projets

Alicia Lecomère
Chargée de projets

Omar Coulibaly
Chargé de projets

Hana Ben Younès
Chargée de projets

Mayder Mirante-Pere
Chargée de projets

Marie Ollivier
Chargée de projets

Thaïs Rigaux
Chargée de projets

Sulaiman Satari
Chargé de projets

Unité Appui aux missions et redevabilité

Ligia Ikeda

Chargée de projets administratif et financier

Khokha Ameza

Ruth Tchero Moutoula

Christine Barbedienne

Sabita Michard

Thu-Phuong Nguyen

Gaëlle Ouabouabele

Assistants de projets

L'ORGANIGRAMME DU PÔLE RELATIONS EXPERTS

Salvatore Pappalardo
Directeur Technique

Virginia Mangematin
Responsable adjointe du Pôle

Eurasie
Gwenola Braud
Coordinatrice

Amériques et ANMO
Faten Boukhchana
Coordinatrice

Afrique
Aurélie Colladon
Coordinatrice

Asie et Indo-pacifique
Inès Schmitt
Coordinatrice

Gwenola Braud

Référente pays : Arménie, Azerbaïdjan, Belgique, France et Géorgie

Faten Boukhchana

Référente pays : Égypte, Israël, Syrie, Territoires Palestiniens, Tunisie, Turquie

Aurélie Colladon

Référente pays : Angola, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Liberia, Niger, Togo

Inès Schmitt

Référente pays : Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Thaïlande, Vietnam

Jihane Alami

Référente pays : Autriche, Chypre, Espagne, Grèce, Italie, Lituanie, Pologne, République Tchèque, Roumanie

Alphonse Isle de Beauchaine

Référent pays : Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Irak, Jordanie, Liban, Qatar

Eléa Larribe

Référente pays : Burkina-Faso, Guinée, Mauritanie, Nigeria, Soudan, Soudan du Sud, Tchad

Lucien Colas

Référent pays : Bangladesh, Chine, Hong Kong, Inde, Japon, Mongolie, Pakistan, Singapour, Sri Lanka, Taiwan

Sandra Lavanant

Référente pays : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Kosovo, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Serbie

Marie Ollivier

Référente pays : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Uruguay

Mayder Mirante-Pere

Référente pays : Sénégal, Cap-Vert

Omar Coulibaly

Référent pays : Comores, Djibouti, Madagascar, Maurice, Mozambique, Tanzanie, DOM Mayotte & La Réunion

Alicia Lecomère

Référente pays : Allemagne, Finlande, Irlande, Kazakhstan, Luxembourg, Ouzbékistan, Royaume-Uni, Suisse

Sulaiman Satari

Référent pays : Canada et États-Unis

Thaïs Rigaux

Référente pays : Afrique du Sud, Botswana, Éthiopie, Kenya, Rwanda, Ouganda, Zambie

Léa Lagesse

Référente pays : Australie, Brunei, Corée du Sud, Fidji, Papouasie-Nouvelle Guinée, Philippines, Timor Oriental, Vanuatu

Solenne Communier

Référente pays : Costa Rica, Cuba, Haïti, Mexique, Sainte-Lucie, Guadeloupe & Martinique

Siri Wärbo

Référente pays : Cameroun, Gabon, République centrafricaine, RDC & République du Congo

Hana Ben Younès

Organisation Géographique

LE MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES RECRUTE

En concertation avec la Direction des ressources humaines du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, nous portons à votre connaissance les postes vacants pour le mouvement de septembre.

- Conseiller ou Conseillère politique à Managua au **Nicaragua**
- Conseiller ou Conseillère de presse et de communication à Alger en **Algérie**
- Conseillère ou Conseiller politique à Luanda en **Angola**
- Conseiller ou Conseillère politique chargé/e des questions d'influence et de communication à Manama à **Bahreïn**
- Numéro deux à Bujumbura au **Burundi**
- Conseillère ou Conseiller politique à Yaoundé au **Cameroun**
- Agent chargé/e des affaires sociales, bourses scolaires et universitaires au Caire en **Égypte**
- Numéro deux à Suva à **Fidji**
- Conseillère ou Conseiller politique à Conakry en **Guinée**
- Conseillère ou Conseiller politique à Port-au-Prince en **Haïti**
- Conseillère ou Conseiller politique à Tripoli en **Libye**
- Chargé ou Chargée de mission presse et politique intérieure à Bamako au **Mali**
- Premier ou Première secrétaire à Bratislava en **Slovaquie**

EXPERTISE FRANCE RECRUTE AUSSI POUR SES PROJETS...

Dans le cadre du projet TEI OP VET & Skills (Team Europe Initiative for Opportunity-based VET and Skills)

Le projet de 75M€, financé par l'UE vise à renforcer l'équilibre formation/emploi en Afrique subsaharienne. Il sera mis en œuvre pour une durée de 60 mois, jusqu'à décembre 2028, par un consortium de partenaires européens, à savoir Enabel (Belgique), Expertise France (EF, France), Agence nationale finlandaise pour l'éducation (EDUFI, Finlande) et Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ, Allemagne).

L'offre de développement de compétences et d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle en Afrique subsaharienne répond aux besoins en compétences du Global Gateway de l'UE et d'autres initiatives phares tout en améliorant l'employabilité des femmes et des hommes en Afrique subsaharienne.

Date limite

• **Project Coordinator - Technical Assistance Facility (M/W)** basé/e à **Bruxelles**

31 mai

Dans le cadre du projet « Musée national de Phnom Penh » au Cambodge

Le projet sera mis en œuvre par Expertise France en lien avec le ministère cambodgien de la culture et les ministères français de l'Europe et des affaires étrangères (DGM) et de la culture (SG/SDAIE) sous le pilotage scientifique du Musée des Arts asiatiques - Guimet de Paris.

L'objectif général consiste à coordonner les études préalables et à évaluer le coût des travaux à mettre en œuvre destinées à éclairer les décisions des autorités cambodgiennes sur le grand projet de rénovation et d'agrandissement du musée national de Phnom Penh, en s'appuyant sur les recommandations du rapport de l'ambassadeur Martinez de novembre 2023 et en suivant les recommandations et validations des comités de pilotage.

Avec l'appui du siège d'Expertise France et de l'ambassade de France à Phnom Penh, le chef ou la cheffe de projet assure à temps plein, le pilotage global du projet et la mise en œuvre opérationnelle et financière des activités, dans la limite du budget disponible.

Date limite

• **Chef ou Cheffe de projet - Musée national de Phnom Penh**

21 juin

Expertise France - 40, boulevard de Port-Royal - 75005 Paris - France
© Pôle Relations experts - Département Coopération bilatérale et mobilisation de l'expertise
Directeur de la rédaction : Salvatore Pappalardo
Secrétaires de rédaction : Alicia Lecomère, Thaïs Rigaux & Siri Wärbo

Vous recevez ce document car vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion de la newsletter du Pôle Relations experts d'Expertise France.

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communications,
vous pouvez nous l'indiquer par courriel à cette adresse : equipe.rex@expertisefrance.fr

Des
SAVOIR-FAIRE
EN COMMUN

 **EXPERTISE
FRANCE**
GROUPE AFD